



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search
<http://ageconsearch.umn.edu>
aesearch@umn.edu

Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

NRA SER #84

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

L INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE 1

GIANNINI FOUNDATION OF
AGRICULTURAL ECONOMICS
LIBRARY

WITHDRAWN
OCT 3 - 1984

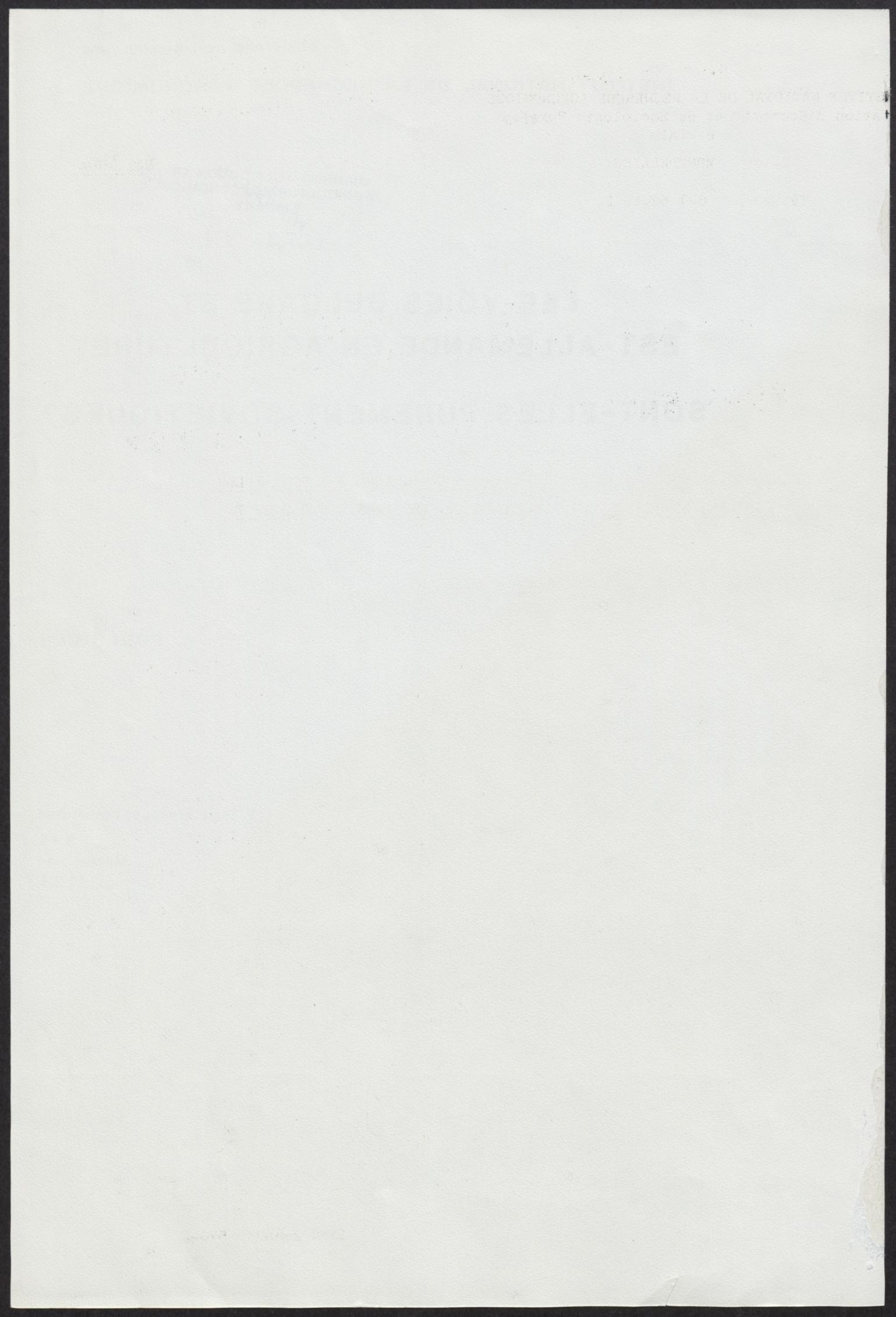
**LES VOIES BULGARE ET
EST-ALLEMANDE EN AGRICULTURE
SONT-ELLES PUREMENT SOVIETIQUES?**



A. POULIQUEN

Série Etudes et Recherches
N 84
Montpellier
Juin 1984

STATION D'ECONOMIE ET DE SOCIOLOGIE RURALES
Ecole Nationale Supérieure Agronomique
34060 MONTPELLIER CEDEX



INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE

et d'Economie et de Sociologie Rurales

Place Viala

34060 - MONTPELLIER

Mai 1984

Téléphone (67) 63.19.32

LES "VOIES BULGARE ET EST-ALLEMANDE" EN AGRICULTURE SONT-ELLES

PUREMENT SOVIETIQUES ? PEUVENT-ELLES INSPIRER L'U.R.S.S. ?

par Alain POULIQUEN

ISBN 2-85340-570-2

En matière de transformation des structures et mécanismes économiques du secteur agricole et alimentaire en Europe de l'Est, il est généralement convenu, chez les spécialistes occidentaux de la question, que l'inspiration et les incitations, sinon même les ordres et les interdits, viennent d'URSS, du moins pour les directions essentielles : l'application et la consécration préalables en URSS d'un mécanisme et de structures nouveaux, au moins à l'échelle d'une expérimentation limitée, semble avoir joué (sauf dans le cas hongrois ; cf.infra) le rôle de norme, implicite ou explicite, pour ses partenaires européens du CAEM. On sait à quel point il est facile de trouver de nombreuses confirmations de cette règle dans l'histoire agricole de ces pays, depuis la seconde guerre mondiale. Mais nous nous limiterons ici à la période récente et actuelle.

Il est bien connu également que la Hongrie était, jusqu'à présent, la seule exception notable à cette règle : d'une part la "déviance" hongroise s'est approfondie et consolidée depuis les années 60. Mais surtout, fait sans précédent, les difficultés agricoles de l'URSS et le succès agricole relatif du "mécanisme" hongrois ont conduit la première, depuis quelques années, à vanter très officiellement les mérites du second pour l'agriculture, et à tenter explicitement de s'en inspirer, soit à une échelle globale sur des points particuliers (politique de relance du secteur individuel), soit à l'échelle "d'expériences" locales d'une manière plus complète (expérience d'Abasha par exemple).

Pour cette raison, l'attention des spécialistes occidentaux semble s'être focalisée sur la discussion des possibilités et probabilités d'une importation soviétique de tel ou tel élément du "modèle" hongrois, ou de l'ensemble de celui-ci. Au moins sur ce dernier point, c'est un scepticisme raisonné qui domine généralement, et qui semble justifié.

Plus encore qu'un certain nombre de facteurs "objectifs" (1), il me semble que c'est la profonde différence des rapports sociaux essentiels fonctionnant dans les économies soviétique et hongroise, en dépit de certaines apparences, qui constitue l'obstacle fondamental.

Les implications, sur ce plan, d'une importation systématique de la voie hongroise heurteraient trop profondément l'ordre social soviétique, tel qu'il est et tend actuellement à se cristalliser, en Russie spécialement.

(1) Par exemple : niveau qualitatif et quantitatif des infrastructures de transport, de stockage et de transformation des produits agricoles ; niveau des industries d'amont, conditions naturelles, etc...

Ce qui est en cause, ce sont les rapports sociaux qui sont reproduits en URSS par l'état actuel de son organisation et de son mécanisme économiques, et notamment par :

- * le mécanisme de "commande-distribution", sous sa forme soviétique, qui entretient des rapports de dépendance très particuliers de type "horizontal" (entre-entreprises) et "vertical" (tutelles administratives), à tous les niveaux du système ;
- * le faible rôle de la monnaie, également à tous les niveaux (1), par rapport aux formes multiples de répartition physique de la pénurie, qui sont une base essentielle de l'ordre social soviétique (2). Ce point est évidemment fortement lié au précédent ;
- * le caractère très imparfait, c'est-à-dire géographiquement et sectoriellement "quadrillé" par l'administration, du "marché" de la force de travail ;
- * les solides réseaux verticaux de pouvoir ministériel, leur "départementalisme" étroit et leur diversification "parallèle" d'activité ;
- * le caractère spécialement despote de la tutelle des comités locaux du Parti sur l'agriculture, etc.

Notons au passage que, pour discuter une telle question, il semble évidemment impossible de s'en tenir strictement à des raisonnements purement économiques, ou, s'agissant des institutions, purement fonctionnels.

Dans ces conditions, en dépit de la publicité que l'URSS a donné ces dernières années à son inspiration "hongroise" en agriculture, il nous faut rester attentifs à la question suivante : l'URSS ne pourrait-elle pas tirer aussi, et peut-être surtout, son inspiration réformatrice, ou "amélioratrice", de certains autres pays qui ont suivi une voie à première vue moins distante de la sienne. Il faut sans doute privilégier l'étude de deux pays : la RDA et la Bulgarie (3), pour les raisons suivantes :

(1) Surtout dans la sphère de la production, mais aussi, et de plus en plus, de la consommation.

(2) Par opposition aux rapports marchands ou quasi marchands, relativement développés en Hongrie.

(3) * L'organisation de l'agriculture en Tchécoslovaquie a été globalement très peu évolutive depuis 1968.

* La profonde spécificité et le caractère critique des problèmes agricoles polonais et roumain les écartent également d'emblée de notre discussion.

Les transformations "industrialistes" spectaculaires qu'ont connu leurs structures agro-alimentaires depuis 1970 sont certes d'inspiration initiale soviétique. Mais ces deux pays ont poussé ces restructurations beaucoup plus loin en profondeur et en extension, que l'URSS n'a pu et "voulu" socialement le faire.

Et même si les difficultés économiques rencontrées par ce processus ont été suffisantes pour imposer, depuis 1977-78 une importante rectification de cours, (cf. infra), celle-ci est loin d'être réductible à un pur et simple retour à la situation des années 60 (1). Et on ne peut pas non plus dire que la restructuration des années 70, ainsi corrigée récemment, ait constitué un échec total pour ces deux pays, du point de vue des résultats productifs et économiques globaux. Une profonde transformation, peu réversible, reste donc acquise en matière de structures agricoles alimentaires "industrialisées" (concentrées, spécialisées, intégrées, etc.), qui n'a été obtenue en URSS que de manière nettement minoritaire et déformée. Pourtant, jusqu'à preuve du contraire, l'URSS n'a toujours pas abandonné sa référence idéologique et stratégique à cette "industrialisation agraire", même si celle-ci semble actuellement peu active. Au regard de cette même référence, ces deux pays ont donc pris une très importante avance sur l'URSS, tout en restant apparemment dans la plus stricte orthodoxie soviétique, à la différence de la Hongrie.

Ceci a deux conséquences :

- * d'une part la RDA et la Bulgarie ont accumulé nettement plus d'expérience concrète que l'URSS sur les conditions, les limites et les contradictions du mouvement de restructuration "industrialiste" du secteur agro-alimentaire, conduit à une échelle massive et de manière très systématique. Cette expérience supérieure concerne aussi les corrections (décentralisation, relance du secteur privé, "approche économique" étendue à tous les niveaux de l'organisation, etc.) apportées à ce mouvement durant ces dernières années. Ces corrections elles-mêmes ont été plus audacieuses, plus cohérentes et plus fécondes économiquement qu'en URSS, où elles sont également tentées.

Il est donc logique, et sans doute inévitable, que l'URSS vienne désormais de plus en plus chercher une partie de son inspiration dans ces pays, et pas seulement en Hongrie. Et ce n'est donc pas un hasard si, selon certaines sources, plusieurs centaines de spécialistes soviétiques des questions d'économie agro-alimentaire seraient en observation permanente en RDA, sans publicité tapageuse.

(1) Bien qu'on trouve des éléments d'un tel retour (exemple des "brigades" bulgares qui ressemblent aux anciennes coopératives agricoles de production).

* D'autre part sur le plan théorique ceci soulève une question fondamentale, à ma connaissance peu étudiée jusqu'à présent à l'Ouest : Si on admet que l'avance prise par la Bulgarie, et surtout la RDA, en matière de restructuration agro-alimentaire, suivant une ligne apparemment "soviétique", ne tient pas seulement à des "facteurs objectifs" (1) plus favorables qu'en URSS, ce qui précède devrait nous conduire à la double conclusion paradoxale suivante :

1°) Les rapports sociaux fonctionnant, dans le secteur concerné, en Bulgarie et en RDA, préalablement à cette restructuration, auraient été plus purement soviétiques que ceux fonctionnant en URSS, puisqu'ils y ont fait beaucoup moins obstacle à une réorganisation d'inspiration soviétique, puis à son réajustement, conforme, lui aussi, à une réorientation soviétique.

2°) Inversement cette vaste restructuration, une fois accomplie, aurait renforcé ce caractère plus purement soviétique qu'en URSS même.

C'est logiquement à cette vision étonnante que conduirait la conception la plus répandue, qui ne voit que pur soviétisme dans les transformations agricoles opérées dans ces deux pays.

Mais si on veut bien discuter cette conception, on peut interpréter le décalage organisationnel entre l'URSS et ces deux pays d'une manière radicalement inverse : c'est celle qui consiste d'abord à éviter de surestimer la lucidité et la cohérence des dirigeants soviétiques lorsqu'ils ont donné le "feu vert" à l'orientation "industrialiste" de la restructuration agricole au début des années 70, à l'intérieur de leur pays, comme chez leur partenaires "les plus sûrs". Autrement dit cette approche consiste à s'intéresser aux contradictions entre les orientations centrales proclamées, et sans doute sincères, et certains mécanismes fondamentaux de reproduction de l'ordre social réellement existant en URSS (2).

(1) Conditions climatiques, état des routes, moyens de transport, de stockage et transport des produits ; dimensions du pays ; niveau de développement des industries fournissant les moyens de production à l'agriculture, etc.

(2) Les contradictions économiques, inhérentes à "l'industrialisation" agraire elle-même (inconvénients du gigantisme, de la spécialisation étroite, insuffisance des moyens nécessaires, etc.) ont été largement analysées et nous n'y reviendrons pas. Dans le cas de la RDA et de la Bulgarie, ce sont surtout elles qui ont inspiré des réajustements "économistes" et pragmatiques depuis 1977-78. Elles ont aussi joué ce rôle en URSS mais elles y ont été considérablement aggravées par des obstacles tenant à l'ordre social soviétique dans sa version russe. Ces obstacles y ont été beaucoup plus forts qu'en RDA et en Bulgarie, suffisamment pour déformer et faire avorter le mouvement puis sa "correction décentralisatrice" à une échelle relativement modeste.

Après tout il ne semble pas du tout évident que les implications sociales du schéma de restructuration "industrialiste" du secteur agro-alimentaire, tel qu'il s'est appliquée spectaculairement en RDA et en Bulgarie, soient aussi conformes qu'on le pense généralement à ces mécanismes.

On peut donc renverser la vision habituelle des choses, et soutenir la thèse suivante : outre certains facteurs matériels plus favorables, c'est précisément parce que, dans ces deux pays périphériques de l'Empire, les mécanismes sociaux fondamentaux de type soviétique ne sont pas profondément enracinés, et n'ont pas une pleine autonomie nationale, que l'aventure de l'industrialisation agricole a pu s'y déployer de manière aussi spectaculaire et radicale, et y être suivie d'une manoeuvre de réajustement à peu près réussie.

Autrement dit ces deux pays réunissaient des préconditions sociologiquement (au sens large de ce terme) favorables pour cette restructuration, non pas parce qu'ils étaient socialement plus profondément soviétiques que l'URSS elle-même, mais pour des raisons exactement inverses, à la fois d'ordre négatif et positif :

1°) Du côté négatif, un pouvoir central fort y exploitait une sorte de vide social (1) (relatif aux rapports sociaux de type soviétique (2)), créant une disponibilité pour une vaste réorganisation volontariste conçue suivant une rationalité abstraite très technocratique. En simplifiant à peine, les choses se sont passées, au moins dans une première phase, comme si on raisonnait centralement sur un espace socialement vierge, une sorte de "table rase", où tout était possible du point de vue socio-organisationnel, les seules contraintes à satisfaire étant "les données de la science et de la technique" et la volonté d'aboutir à un schéma permettant un contrôle central facile. Même les contraintes géographiques, pédoclimatiques, écologiques étaient fortement sous-estimées ; et certaines contraintes agronomiques tendaient à l'être.

2°) Du côté positif cette réorganisation correspondait à l'épanouissement du pouvoir et de l'autorité d'une couche sociale scientifico-technocrato-managériale à l'éthos rationaliste et de toute une logique de rapports socio-économiques lui correspondant (cf. infra).

(1) Tenant au caractère à la fois périphérique et très "aligné" de ces deux pays.

(2) Moins profondément enracinés et moins spontanément entetenus à la base de la société ; plus imposés "d'en haut".

Il s'agissait certes d'une logique dirigiste (surtout dans la première phase), mais d'un type particulier de dirigisme qui est, sur plusieurs points fondamentaux, beaucoup plus étranger aux mécanismes sociaux réels de type soviétique qu'on ne le pense couramment (1).

Par exemple le pouvoir d'organisation et de gestion économique directes qu'ont pris les instituts de recherche bulgares, en tant que tels, ne semble pas avoir son équivalent en URSS (du moins dans le secteur non-militaire).

Dans le cas de la RDA cette structuration sociale a manifestement emprunté des éléments importants à un héritage culturel et sociologique spécifiquement national, qui n'a rien de russe, ni de soviétique. De plus, dans ce cas, cet héritage concerne aussi la masse des travailleurs de base et les rapports de travail qu'ils ont naturellement avec leurs cadres. Ces rapports sont notamment marqués par une ancienne sociologie industrielle particulière, pré-socialiste. Celle-ci se caractérise par une auto-discipline relativement spontanée, par des responsabilités clairement partagées, mutuellement reconnues entre les divers niveaux d'une hiérarchie en grande partie légitimée par "l'autorité" et la compétence professionnelles. Ce sont là des caractéristiques assez peu soviétiques.

Rappelons les éléments-clefs de la réorganisation "industrialiste" du secteur agro-alimentaire au début des années 70 :

a) Du point de vue organisationnel, la restructuration agro-alimentaire accomplie dans les années 70 en RDA et en Bulgarie était essentiellement une simplification radicale de l'appareil de production. Celle-ci est obtenue :

- par une spécialisation et une concentration très poussée des unités élémentaires de production, de services et de transformation, à tous les niveaux ;
- et par l'établissement de liens directs et assez stricts de coordination "horizontale" (intra agricoles) et verticale (par filière agro-alimentaire) entre ces unités. Dans le cas de la Bulgarie ces liaisons tendaient à se réaliser surtout par la concentration en "complexes" géants (APK, NPK, NPO) et par l'intégration verticale totale, "productive" (unions économiques d'Etat : DSO).

(1) Ce n'est pas parce que l'utopie constructiviste-rationaliste est un élément essentiel de l'idéologie soviétique officielle qu'elle fonde réellement les rapports sociaux de type soviétique. Certes elles sert d'appui à une couche sociale (latente, pas réellement formée) de "rationalisateurs" radicaux mais celle-ci reste, en URSS, atomisée, impuissante, dominée par d'autres impératifs plus puissants.

Dans le cas de la RDA, au contraire, elles s'établissent de manière plus souple et indirecte, par des conseils de "KOOPERATION" inter-entreprises, et des relations contractuelles. Cette différence d'organisation est significative d'une différence de rapports sociaux (cf. infra).

b) Du point de vue technique, à ce mouvement correspondait la création, à tous les niveaux, de très gros ateliers élémentaires étroitement spécialisés et à mécanisation aussi complète que possible (1). Dans ces ateliers, l'organisation et les rapports de travail devaient être de type strictement industriel : parcel-lisation extrême des tâches de base, travail "posté" (en 2 ou 3 équipes), direction centrale détaillée du processus par de gros états-majors distants d'ingénieurs et "d'économistes", travailleurs de base étroitement spécialisés, donc déqualifiés.

Il est clair qu'une telle restructuration était inspirée par la foi dans l'efficacité d'une rationalisation technocratique du dirigisme en agriculture. *Ipsso facto*, c'était une reconnaissance du fait que, dans le cadre des structures antérieures, le dirigisme central, bien qu'en principe tout aussi (sinon plus) strict, était, en pratique, en grande partie inopérant, sinon même fictif parfois.

Rappelons quelques traits essentiels de ces structures antérieures :

- Des unités agricoles de taille moyenne (donc nombreuses) et peu spécialisées
- une direction administrative (courante et "planifiée") détaillée de ces unités, passant par le canal de l'administration agricole et des organes locaux du Parti, C'est-à-dire non directement responsable économiquement, extérieure à la production,
- un cloisonnement vertical des ministères exerçant des tutelles séparées sur les divers maillons du secteur agro-alimentaire voire même parfois (URSS en particulier) de la production agricole elle-même,

(1) En pratique faute de moyens industriels suffisants, la généralisation des ateliers géants de production animale est loin d'avoir pu être achevée. Elle a rencontré aussi des difficultés technico-économiques et écologiques sérieuses : transports et stockage coûteux d'énormes masses fourragères, sous-utilisation ou mauvaise utilisation des déjections animales, épizooties, etc. En production végétale on s'est heurté aussi à des obstacles analogues : contraintes agronomiques de rotation des cultures, risques sanitaires accrus. S'y sont ajoutés le gonflement excessif des frais et temps de transports des hommes et des produits, des problèmes de plein emploi et de stimulation qualitative insuffisants des travailleurs, des problèmes de coordination entre ateliers ou entreprises géantes, etc.

- un système général de collecte des produits agricoles et d'approvisionnement en moyens de production, constituant des sortes d'écrans horizontaux entre les entreprises agricoles et les unités d'amont et d'aval (du fait des tutelles administratives centralisées et séparées).

Dans ce système le rôle de direction, de contrôle et de coordination économique générale et locale de l'activité exercé par les bureaucraties du Plan, des ministères et du Parti (et de leurs prolongements locaux) était essentiel.

Dans les années 60 l'efficacité économique de ce mode de direction était de plus en plus compromise par les comportements "départementalistes", ou "localistes", étroits des divers organismes de tutelle. Ceci, ajouté à la multiplicité peu cohérente, des règles, des normes et des ordres, planifiés ou non reçus par les unités productives de base, et au mauvais fonctionnement des flux intermédiaires de facteurs de production et de produits (1), aggravait l'opacité et l'incontrolabilité du système pour le Centre. Tout cela favorisait aussi la cristallisation de rentes et de "réserves" diverses, de plus en plus difficiles à déceler, mobiliser et redistribuer centralement, d'autant plus que les unités agricoles de base étaient complexes.

Puisque la solution de type hongrois, c'est-à-dire marchand, ou quasi-marchand, et "indirectement planifiée", était a priori écartée politiquement, la rationalisation "industrialiste" du dirigisme apparaissait comme la seule issue possible.

La logique fondamentale de ce nouveau dirigisme était de réduire drastiquement le caractère administratif et "partitocratique", c'est-à-dire extérieur à l'activité économique, de la direction détaillée de celle-ci, à tous les niveaux. La responsabilité de cette direction (et donc les pouvoirs de gestion et de planification) était largement transférée aux unités économiques elles-mêmes. Dans un premier temps ce transfert bénéficiait uniquement ou principalement (surtout en Bulgarie) à de grands ensembles économiques : par une concentration et une spécialisation fonctionnelles poussées au maximum de ces grands ensembles, et de leurs sous-unités, on cherchait à obtenir qu'ils restent facilement contrôlables par une planification désormais simplifiée et déléguée à leurs directions, mais restant

(1) Arythmicité, retards, défauts qualitatifs ou d'assortiments, pénuries quantitatives.

directe et, en grande partie, quantitative. Mais en même temps on cherchait, au moins au plus haut niveau de ces grands ensembles, à faire apparaître une logique économique d'entreprise (contrainte d'autofinancement, stimulation par le bénéfice). D'un côté donc, il s'agissait d'une décentralisation économique au profit de ces niveaux intermédiaires concentrés de l'activité productive. D'un autre côté c'était une recentralisation mais d'un type nouveau, et en particulier à l'égard des sous-unités de base.

Dans une deuxième phase, comme on le verra plus bas, il a fallu prolonger cette logique de délégation et d'"économicisation" des pouvoirs et responsabilités, jusqu'au niveau de ces sous-unités, et ceci a impliqué une certaine renonciation, quant à leur étroite spécialisation et quant à leur niveau de concentration (cf. infra).

Mais ce qui avait été sous-estimé en URSS c'est non seulement les difficultés matérielles et économiques spécifiques de cette voie, mais surtout le fait qu'il s'agissait là d'un type nouveau de dirigisme impliquant une importante transformation des rapports de pouvoir, des rationalités sociales et économiques, de la hiérarchie des valeurs à tous les niveaux du secteur agro-alimentaire.

En effet à partir du moment où celui-ci était réduit à un ensemble d'unités économiques étroitement spécialisées et de grande taille, le défi auquel devait répondre le système de gestion et de coordination de celles-ci était radicalement nouveau et beaucoup plus exigeant : les anciennes "petites" unités agricoles polyvalentes avaient, en effet, une plus grande capacité d'adaptation locale aux désordres et à l'incohérence de la direction administrativo-"politique" de type classique. Elles avaient aussi une aptitude supérieure à en atténuer les inconvénients économiques locaux, et, en contrepartie, à capter localement des rentes différentielles et des "réserves", allant au-delà des simples nécessités d'ajustement propres à "l'économie de pénurie". Bien entendu leur aptitude à la pratique des activités parallèles de production et d'échange, de la corruption, du vol, etc. était également supérieure.

Inversement le haut niveau d'interdépendance mutuelle des nouvelles grandes unités spécialisées et de leurs sous-unités d'organisation du travail exigeait, au contraire, un degré très supérieur de transparence générale de l'information, de rationalité, de compétence, d'autorité responsable et de professionnalisme des cadres et dirigeants d'entreprises ou de complexes d'entreprise, dans la gestion interne des unités, comme dans celle de leurs interrelations (1).

Tout ceci réduisait le rôle des relations traditionnelles de clientélisme, d'inféodation personnelle et collective conformiste à l'appareil administratif et du Parti à tous les niveaux, mais en même temps de complicité dans la corruption. Ces relations combinent étroitement, de façon complémentaire : d'un côté les mécanismes officiels de soumission absolue à l'ordre social existant et, de l'autre, tous les réseaux sociaux du type "maffia" qui se nouent, du fait de la pénurie, à tous les niveaux, dans des activités parallèles et la corruption.

Pour cela même la restructuration "industrielle" attaquait les bases mêmes (officielles et parallèles) des hiérarchies et réseaux sociaux traditionnels de la bureaucratie d'Etat et du Parti des administrations territoriales, ministérielles et du Plan. S'y substituent de nouveaux systèmes de coordination directe et contractuelle ou intégrée, et de coresponsabilité économique à l'échelle de grands ensembles complémentaires d'entreprises (2).

(1) A ce sujet on notera que c'est probablement la plus faible aptitude de la Bulgarie à maîtriser ces interrelations qui l'a conduite à toujours pousser au maximum l'intégration verticale agro-alimentaire totale par produit, et le niveau *de concentration des entreprises de base (notamment, en agriculture, les APK et PAK). Au contraire la RDA a été nettement moins loin dans cette direction mais en pratique plus loin dans le degré de spécialisation horizontale et verticale des entreprises. Elle a préféré et pratiqué (non sans difficulté) la "KOOPERATION" et des relations contractuelles ayant certains caractères réellement marchands. Elle révélait ainsi une moindre défiance centrale à l'égard des hiérarchies de base et se préparait mieux que la Bulgarie à l'application récente d'une "approche économique" à tous les niveaux du secteur (cf. infra). La Bulgarie, dans une première phase, tendait à n'appliquer cette approche qu'à l'échelle d'énormes ensembles intégrés (Union Nationale Agro-industrielle, Associations économiques d'Etat, APK, PAK, NPK, etc.).

(2) Dans une certaine mesure au lieu d'être exercée de façon externe aux entreprises, la responsabilité économique était désormais "internalisée" par elles, à l'échelle de ces "complexes" du moins.

Les état-majors de ces ensembles constituent une nouvelle couche sociale de technocrates, scientifiques et "managers". Ils bénéficient d'une sorte de délégation de pouvoir de planification et de gestion, d'une responsabilité économique importante et bien délimitée. Ils tendent à retirer de leurs succès productifs et économiques une certaine légitimité et une autorité sociales.

Un exemple typique en est fourni, en RDA, par les directeurs des combinats des industries alimentaires, qui exercent chacun une responsabilité de coordination de toute une "filière" agro-alimentaire à l'échelle d'un département. Ces directeurs ressemblent beaucoup à de véritables "patrons" de leurs entreprises, et indirectement de leur filière de district. Leur marge d'autonomie à l'égard des appareils du Parti et de l'Etat est assez importante. Les rapports qu'ils nouent avec leurs fournisseurs agricoles ont un caractère à la fois contractuel et marchand assez accusé. On ne trouve guère l'équivalent de ce type de personnage en URSS.

C'est volontairement que nous avons ici quelque peu idéalisé, et peut-être exagéré, les spécificités de cette nouvelle sociologie économique, développée dans la première partie des années 70 en RDA et en Bulgarie. En fait c'est par contraste avec le mécanisme social antérieur, et surtout avec sa version soviétique, encore actuelle, que ces spécificités apparaissent clairement. En tout cas, l'une des preuves les plus fortes de cette spécificité est bien le fait que la résistance, en URSS, de la structure sociale traditionnelle, a fortement contribué à mettre en échec relatif la restructuration "industrialiste" à grande échelle. Il semble bien également, d'ailleurs que cette structure soit un obstacle encore plus radical à l'importation réussie d'éléments du mécanisme hongrois. Mais ceci est généralement mieux connu et compris ; ce qui l'est moins par tous ceux qui amalgament les voies est-allemande et bulgare avec la voie soviétique dans une même famille "dirigiste", c'est que le "dirigisme" particulier des deux dernières les a engagées dans une divergence sociale par rapport à la première.

On peut supposer que cette divergence est en train de s'accroître depuis la fin des années 70, avec l'introduction par étapes dans ces deux pays d'une "approche économique" assortie d'un sérieux réajustement pragmatique, mais discret, du schéma d'organisation industrialiste antérieur. Certes, ce nouveau cours répond logiquement aux difficultés économiques en agriculture qui ont résulté partiellement d'un ralentissement économique global et, pour une autre partie, des contradictions inhérentes au schéma industrialiste sous sa forme initiale. Mais une fois de plus le "feu vert" est venu de Moscou ; et une fois encore les "petits frères" semblent bien avoir plus avancé et mieux réussi la manœuvre que le "grand frère".

Rappelons schématiquement les principaux signes de cette évolution, sans prétendre à l'exhaustivité, ni à l'ordre le plus logique.

- coup d'arrêt au développement des très grands élevages industriels (sauf en aviculture). Ceci est très net, du moins en RDA (1) ;
- insistance accrue sur l'intérêt des unités de taille moyenne, et plus généralement sur la pleine valorisation des anciennes installations ;
- en RDA on s'efforce de rétablir des liens directs entre les étables et leur base fourragère au niveau des brigades (de production animale et de production végétale). Mais on n'ose pas encore officiellement renoncer à la séparation juridique entre grandes entreprises de production végétale et animale ;
- en Bulgarie les nouvelles APK, de dimension réduite de moitié par rapport aux anciennes, correspondent aux "systèmes de peuplement" et sont chargés à cette échelle d'organiser l'autosuffisance alimentaire locale. Il y a donc déspecialisation des entreprises. L'évolution est la même à l'échelle des départements ;
- par ailleurs les APK pratiquent de plus en plus une diversification industrielle sans rapport obligatoire avec l'agriculture, ce qui est un élément important de la "voie hongroise", comme le sont également les "circuit courts" agro-alimentaires (2) pratiqués à l'échelle locale ;
- fait capital : le rôle de la monnaie est accru dans la sphère de la consommation, en Bulgarie, par les hausses de prix de détail. En RDA ces hausses ne se sont pas encore produites, mais les pénuries sur les marchés de détail n'y ont jamais été très graves ces dernières années comparativement aux autres pays de l'Est. Il est raisonnable toutefois de penser que ces hausses se produiront prochainement (le gonflement des subventions au commerce de détail devient énorme) ;
- ceci est une évolution capitale car elle conditionne l'efficacité de l'argent comme stimulant du travail et plus généralement la réussite de la déconcentration économique dans la production ;

(1) Il a fallu même cesser l'activité de certaines d'entre elles.

(2) Production-Transformation-Distribution.

- or "l'approche économique" semble réellement recherchée dans les deux pays et désormais à tous les niveaux du secteur, y compris les plus modestes (Brigades et équipes) :

- * par "durcissement" de la contrainte financière. Pour satisfaire l'imperatif d'autofinancement, on a relevé tous les prix intermédiaires et finaux dans la sphère de la production, en les diversifiant en fonction des conditions spécifiques locales de la production ;
- * par limitation des "indices obligatoires" des entreprises ;
- * par multiplication (désormais amorcée en RDA, après la Bulgarie) des brigades et équipes permanentes et autonomes, payées en fonction de leurs résultats économiques et responsables permanentes d'une terre et d'un assolement complexe ou d'un atelier de production animale (1). A priori les conditions générales de succès d'une telle orientation sont ici beaucoup moins défavorables qu'en URSS, et les risques de son dévoiement purement "disciplinaire" y sont moins grands. Il faut se garder donc d'un scepticisme trop absolu à ce sujet.

- la réponse productive à la politique de relance de la production individuelle a été très spectaculaire en Bulgarie, et notable en RDA. Cette politique a certains aspects "hongrois" : il s'agit d'une relance orientée en grande partie vers l'argent et la vente, et pas seulement l'autoconsommation familiale. Par ailleurs elle semble concerner surtout désormais, comme en Hongrie, des actifs ou des retraités non-agriculteurs, et passe par "l'intégration contractuelle" ;
- en RDA, on revient discrètement sur certaines des absurdités de la séparation entre grandes entreprises de production animales et végétales : on redécouvre les mérites du pâturage, des bovins, ceux des fourrages grossiers non deshydratés (pénurie d'énergie). Des liens directs sont noués entre brigades de production animale et brigades voisines de production végétale, bien qu'on n'aie pas encore osé aller jusqu'à un retour à des entreprises combinant officiellement la polyculture et l'élevage. Mais la question est soulevée chez les chercheurs ;
- en RDA une place accrue semble laissée au caractère marchand des relations agriculture-industrie : une unité agricole peut livrer ses produits aux combinats de plusieurs départements. Inversement un combinat peut s'approvisionner auprès d'entreprises agricoles de plusieurs départements. Une certaine concurrence par les prix (et la qualité) est autorisée par la fluctuation possible des prix intermédiaires, entre un maximum et un minimum règlementaires ;

(1) En RDA on a pris conscience enfin des graves inconvénients du transport quotidien des travailleurs à grande échelle, de même que de leur sous emploi consécutif d'une spécialisation étroite. Les nouvelles brigades devraient correspondre aux villages existants.

- on trouve ces mêmes possibilités en Bulgarie pour les produits vendus en sus du Plan ;
- le caractère plus direct des relations des entreprises avec les importateurs et exportateurs occidentaux et la possibilité pour elles d'un réemploi partiel des devises obtenues à l'exportation vont également dans le sens "hongrois", etc.

Il est assez difficile, pour le moment, de dégager une image claire de la logique socio-économique profonde qui résulte de tous ces réajustements économistes, pragmatiques et "neo-territorialistes" de la voie "industrialiste" du début des années 70.

Il semblerait, de toutes façons, excessif de parler de véritable convergence avec la voie hongroise en ce qui concerne, surtout, le secteur socialisé agricole. En effet le caractère impératif des indices planifiés quantitatifs reste très marqué, et la distribution des moyens de production reste encore une répartition physique de pénurie. Les relations inter-entreprises restent encore très imparfaitement marchandes, bien qu'elles aient acquis certains caractères marchands (notamment du fait des sanctions financières prévues en cas d'inexécution des contrats). Pourtant, et surtout, dans la logique interne de chaque unité économique, l'argent joue probablement un rôle accru, et certainement beaucoup plus important (surtout en RDA) qu'en URSS. La contrainte financière s'est relativement durcie, la relation des salaires des ouvriers et des dirigeants avec les résultats économiques s'est probablement accrue.

Au total donc les voies est-allemande et bulgare semblent pour le moment avoir approfondi leur spécificité profonde aussi bien par rapport à la voie soviétique réelle que par rapport à la voie hongroise. Cette spécificité résulte d'une sorte d'hybridation entre "l'économie de pénurie" centralement planifiée (et plus réellement "planifiée" qu'en URSS), qui reste le cadre général, et le rôle stimulant et contraignant de l'argent au niveau micro-économique, qui semble plus réel (surtout en RDA) qu'en URSS.

Il y a d'ailleurs une certaine complémentarité entre ces deux aspects: c'est la réussite relative (par rapport à l'URSS, et surtout en RDA) de la restructuration industrialiste du secteur au début des années 70 qui, dans une certaine mesure (et au prix de quelques réajustements pragmatiques à la base du système), permet de faire jouer aujourd'hui à l'argent ce rôle, plus qu'en URSS.

Pourtant il faut rester attentif à la question suivante, en particulier dans le cas de la Bulgarie : la "reterritorialisation" de la gestion et de la planification (rôle accru des complexes agro-industriels territoriaux, despécialisation et autosuffisance locales, etc.) ne pourrait-elle pas servir de base à une remontée du rôle et du pouvoir des anciens réseaux hiérarchiques et administratifs d'encadrement de l'agriculture ?

De même en RDA le rôle maintenu ou accru des conseils locaux de l'agriculture et de l'alimentation, etc., plus généralement des "conseils de coopération" ne sont-ils pas une base pour un pouvoir économique accru du Parti et de l'administration?

CONCLUSION

En définitive, bien qu'"orthodoxe" apparemment, la restructuration dirigiste de type technocratique du secteur agro-alimentaire, accomplie au début des années 70 en Bulgarie et en RDA, les avait déjà écartés de la voie agricole soviétique d'une façon plus profonde qu'on ne le pense généralement. Ceci a été possible parce que les structures sociales de type soviétique n'avaient pas dans ces deux pays la même épaisseur, le même degré d'enracinement généralisé, ni la même autonomie, qu'en URSS même.

Pour les mêmes raisons, le réajustement, d'inspiration pragmatique et "économiste", qui s'est opéré principalement à partir de 1977-78, semble avoir été plus poussé, et économiquement plus heureux qu'en URSS.

Le modèle "hybride" qui résulte aujourd'hui de ces deux logiques successives a un aspect étrange et peut être instable, parce que celles-ci sont partiellement contradictoires. Elles ont pourtant un point commun : celui d'avoir concourru complémentairement à éloigner du type purement soviétique, le mécanisme social fonctionnant dans l'agriculture de ces deux pays. Cependant l'enracinement et l'autonomie nationaux de ce mécanisme hybride sont probablement beaucoup moins garantis que ceux du mécanisme hongrois en Hongrie. Il reste probablement malléable par rapport à de nouvelles impulsions soviétiques, dans une direction peu prévisible actuellement. Cette précarité et cette dépendance sont probablement rassurantes pour le pouvoir soviétique. Elles ont fait de ces deux pays, jusqu'à présent, un terrain expérimental à grande échelle en matière de structures agraires, sans danger pour l'ordre social soviétique. Mais si ces expériences sont sans danger à l'extérieur, elles ne sont, par contre, guère importables en bloc en URSS, car elles y mettraient en cause la structure sociale du centre de l'Empire, qui est la seule base sûre de tout l'ordre social soviétique. Il reste qu'elles sont une source d'information irremplaçable pour le pouvoir central soviétique. En effet celui-ci ne peut plus prendre aujourd'hui le risque d'innovations socio-économiques majeures et à grande échelle à l'intérieur de ses frontières (et surtout en Russie), pour deux raisons : d'une part il est de plus en plus dépourvu des moyens de connaissance et de compréhension de la réalité socio-économique qu'il domine, donc d'action efficace et prévisible sur celle-ci (1). D'autre part il dispose de moins en moins des moyens économiques (centralement vraiment contrôlés) de telles innovations.

(1) Cf. Zaslavskaja dans le fameux "rapport de Novosibirsk".

C'est pourquoi il n'est pas tout à fait exclu qu'il importe des éléments très partiels des voies est-allemande et bulgare, et les expérimente chez lui avec une prudence extrême, et dans des conditions locales particulières ou artificialisées (1), avant de les généraliser éventuellement, sous une forme très déformée, sinon même dénaturée (2) par les fortes réalités sociales soviétiques qui s'imposent à lui-même.

Deux remarques finales :

1°) C'est très conscient et volontairement que, dans ce papier, on a privilégié le rôle explicatif des structures sociales sous-jacentes, dans les restructurations économiques observées, et non pas celui des différences héritées de conditions "objectives" nationales (économiques, naturelles, matérielles en général) et de la crise économique générale à l'Est.

Cela ne signifie pas du tout que nous ignorions ou non l'effet de ce deuxième type de facteurs (3) mais qu'à notre avis ceux-ci sont généralement mieux connus, trop exclusivement privilégiés et, de toutes façons, insuffisants pour l'explication.

Mais la question de la pondération entre les deux types d'explications reste ouverte dans notre esprit.

2°) C'est également très conscient et pour les mêmes raisons que nous avons systématiquement privilégié une attention aux spécificités et "divergences" sociales non soviétiques des voies bulgare et est-allemande. Mais le temps et l'espace ont manqué pour nuancer cette vision comme il le faudrait, et surtout approfondir la distinction et la comparaison entre ces deux voies elles-mêmes, qui sont probablement beaucoup plus différentes socialement qu'il n'apparaît à première vue. A cet égard je risquerai volontiers l'hypothèse que les apparences institutionnelles sont plus trompeuses en Bulgarie qu'en RDA, quant à la réalité des mécanismes sociaux sous-jacents. Ceux-ci, en Bulgarie, sont probablement beaucoup plus proches de ceux de l'URSS, bien que moins cristallisés, plus évolutifs et malléables, sous la pression d'un pouvoir intérieur fort et d'une impulsion soviétique, et grâce à des réserves "objectives" de croissance économique

(1) Et de préférence à la périphérie de l'URSS, comme d'habitude (Républiques Baltes Georgie notamment).

(2) Comme ce fut le cas jusqu'à présent pour les éléments de réforme d'origine ou d'esprit "hongrois".

(3) Qui sont généralement au centre de nos analyses publiées.

plus grandes encore, bien qu'en rapide diminution actuellement. Pour cette raison la Bulgarie reste probablement le terrain d'expérience réformatrice le plus réaliste pour l'URSS.

REFERENCES

A/ BULGARIE

- ALBERT (P.J. et alii) "Rapport de Mission en Bulgarie" - 1983 - INRA Economie Rurale - Dijon - 1983 - 25 pages.
- ALBERT (P.J.), MARTIN (R.) : "Compte rendu de mission en Bulgarie - INRA Economie Rurale - Dijon (France) 1984, 14 p.
- BERGMANN (D.R.) : "Observations sur l'économie Agricole de la Bulgarie". INRA Economie Rurale - Paris 1976 - 28 pages.
- BOURLIAUD (J.), BOUTONNET (J.P.) : "Evolution de l'élevage ovin et du marché de produits dans le bassin méditerranéen : la Bulgarie". INRA Economie Rurale - Montpellier - 1980 - 73 p.
- BROSSIER (J.), PETIT (M.) : "Un exemple d'agriculture socialiste : l'agriculture Bulgare". Etudes Rurales - oct/déc. 1975, pp. 55-72
- MAUREL (M.C.), REY (V.), VOLLE (J.P.) : "Planification et gestion du territoire en Bulgarie". Université Paul Valéry - Montpellier - 1983 - 51 p.
- LENORMAND (P.) "Différenciation et aménagement des campagnes bulgares" Table ronde sur les Sociétés et espaces ruraux dans les Pays de l'Est. Université Paul Valéry - Montpellier, octobre 1982, 14 p.
- O.C.D.E. : Perspectives de la production agricole en Europe de l'Est et des Echanges avec cette zone (Vol. 2). Paris 1982, pp. 135-233.
- PRUMOV (I.) : "Bulgarian Agriculture Today" - Sofia Press. Sofia 1976, 107 p.
- POULIQUEN (A.) : "Compte rendu de mission en Bulgarie". INRA - Economie Rurale Montpellier - 1978, 6 p.
- THAUMIAUX (J.L.) : "L'agriculture et l'industrie alimentaire en Bulgarie". Ambassade de France en Bulgarie - SOFIA - 1979 - 48 p.
- VASSILIEV (V.) "Politique des revenus et dynamique de l'économie parallèle en Bulgarie". Le Courrier des Pays de l'Est n° 279 - déc. 1983, pp. 23-31
- WIEDEMANN (P.) "The origins and Development of Agro-Industrial Developement in Bulgaria". The Vienna Institute for comparative economic studies (Reprint-Série n° 47) 1980, 135 p.
- WIEDEMANN (P.) "Agricultural Development in Bulgaria (1976-1985)" Communication à la 6ème Conférence Internationale sur l'Agriculture en Europe de l'Est et en U.R.S.S. GIESSEN (RFA), 1981.

- Premier Colloque franco-bulgare sur le "développement économique et l'intégration verticale dans le secteur agroalimentaire" (Nov. 80). INRA Economie Rurale RUNGIS 1981 - 80 p. :
 - 1) BROUSSARSKI (K.) "Le développement de l'économie agricole et de l'industrie alimentaire en Bulgarie" pp. 5 -11.
 - 2) TRENDAFILOV (R.) : "L'intégration économique socialiste et la participation de la Bulgarie à ses activités" pp. 19-27.
 - 3) ATICH (S.) "Nature et fonctions de l'Union Nationale Agro-industrielle en Bulgarie". pp. 31-39.
 - 4) MARINKOV (R.V.) "Formes d'intégration agraire et industrielle entre l'économie agricole et l'industrie alimentaire en Bulgarie" pp. 63-73.
- Deuxième Colloque franco-bulgare sur l'intégration agro-industrielle (novembre 1982) :
 - 1) BOGDANOV (V.) "Concentration Spécialisation et Formes d'intégration agro-industrielle dans les élevages avicoles et porcins en Bulgarie". 13 p.
 - 2) DOULEVSKA (G.) "Aspects du développement de l'intégration agro-industrielle dans le domaine des plantes industrielles en Bulgarie" 12 p.
 - 3) LAGADINOVA, MARTCHEV (B.) et KOVATCHEVA (Tz.) "Les formes de l'intégration agro-industrielle dans la production et la transformation des fruits, des légumes et des raisins en Bulgarie". 15 p.
 - 4) MARINKOV (R.), MARTCHEV (B.) "Le développement des formes d'organisation de la production agro industrielle en Bulgarie". 14 p.
 - 5) MARINKOV (R.), MLADENOVA (M.) "Les formes et les problèmes de l'intégration dans l'élevage bovin et ovin et les industries laitière de la viande" 12 p.
 - 6) SEDEFCHEV (N.), PETROV (G.) "Formes d'organisation des services dans l'agriculture aux conditions de l'intégration agro-industrielle.
 - 7) SIRAKOV (I.) "Les organes de gestion de l'économie rurale en Bulgarie" 9 p.

B/ REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE

- Annuaire Statistique de la RDA (1983) - 159 p.
- BERGMANN (D.R.) : "Compte-Rendu de mission en RDA" INRA Economie Rurale, Paris 1977, 8 p.
- CHAUSSEPIED (P.) : "Le Développement agricole de la R.D.A." (Thèse de Doctorat d'Etat) Université de Paris I - Paris 1975, 400 p.
- CHAUSSEPIED (P.), REBOUL (C.) : "La révolution agricole de la R.D.A." INRA - Economie Rurale, Paris, 1975, 118 p.
- GOTZ (H.H.) : "Un point de vue sur l'agriculture de la RDA" - Problèmes Economiques n° 1667 - Paris 1980 - pp. 28-31.

- HANSON (Ph.) : "East Germany could be the model". Financial Times. 6 octobre 1972.
- HOSSENLOP (J.) : "Aperçu sur le système de planification et de gestion des entreprises du complexe agro-alimentaire en RDA", 13 p.
- KREBS (K.) : "L'agriculture de la RDA - Evolution des années 1970-1980 et perspectives pour les années 80". Communication à la 6^e Conférence Internationale sur l'agriculture en Europe de l'Est. GIESSEN (RFA) 1981, 38 p.
- LAMBRECHT (H.) "Problèmes et perspectives de l'agriculture en RDA". Problèmes économiques. n° 1766 - 1982 - pp. 17-21.
- LIFRAN (R.) : "Les nouvelles formes d'organisation de la production dans le complexe agro-alimentaire de la RDA". INRP Economie Rurale, Montpellier, 1975, 41 p.
- OCDE (op. cit supra) Vol I pp. 101 - 184.
- POULIQUEN (A.) : "L'industrialisation de l'agriculture en RDA : nouveaux développements des contradictions et nouvelles solutions organisationnelles". Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest. Vol 11 n° 1 Paris 1980, pp. 53-74.
- REBOUL (C.) : "Coopération inter-entreprises et problèmes d'intensification culturelle en RDA" INRA Economie Rurale, Paris 1981, 49 p.
- REBOUL (C.) : "L'adaptation de l'agriculture de la RDA aux matériels en grand rendement". Economie Rurale, n° 1983. Versailles.
- SONTHEIMER (K.), BLEEK (W.) : "La République Démocratique Allemande". Armand Colin 1975, Paris 223 p.
- SCHMIDT (W.) : L'organisation des relations nouvelles entre l'agriculture, l'industrie alimentaire et le commerce en RDA". Communication à la 7^e Conférence sur l'agriculture en Europe de l'Est. Grignon France 1984, 22 p.

C/ DIVERSES SOURCES NON RECENSEES.

Un certain nombre de sources utilisées ne sont pas répertoriées ici, notamment les ouvrages et articles portant sur l'ensemble de l'Europe de l'Est (Travaux de K.E. WADEKIN, E. JACOBS, de l'USDA), et aussi un certain nombre d'articles parus dans les bulletins de R.F.E. et de traductions d'articles de la presse de RDA et de Bulgarie.



